

PS-SFIO - 18. 18e Congrès national, Tours 1920. XVIIIe Congrès national. Tenu à Tours les 25, 26, 27, 28, 29 et 30 décembre 1920. Compte-rendu sténographique. 1921.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Vive le Congrès de Tours, qui fera cette œuvre révolutionnaire !

Vive le prolétariat révolutionnaire français !

Vive le prolétariat communiste de tous les pays !

Vive la Révolution en Russie !

Vive la Révolution prolétarienne, qui va détruire le monde capitaliste et donner libre accès à la venue de notre communisme !

(Le Congrès, debout, fait une ovation à Clara Zetkin et chante l'Internationale.)

LE PRÉSIDENT. — La séance va continuer. La parole est à Frossard.

UN DÉLÉGUÉ. — La parole est à Zinoviev.

LE PRÉSIDENT. — Dans l'impossibilité où nous nous trouvons de reprendre la séance immédiatement, suspendons quelques minutes.

PLUSIEURS DÉLÉGUÉS. — Non ! non !

FROSSARD. — Camarades, avant de reprendre mon développement, je dois dire au Congrès que je ne pourrais pas aller jusqu'au bout si on ne faisait pas silence. Je vais dire au Congrès dans quelles conditions la citoyenne Clara Zetkin est arrivée ici. *(Applaudissements.)*

Lorsque ce matin des camarades nous avaient demandé de donner connaissance au Congrès de la lettre de Clara Zetkin, nous avons insisté auprès du président pour l'ajournement de sa lecture. J'avais en ma possession depuis hier la lettre de la citoyenne Clara Zetkin ; je pensais en donner connaissance dès l'ouverture de la séance de ce matin, lorsque hier soir Clara Zetkin est arrivée à Tours avec notre camarade Amédée Dunois. Il a été à ce moment-là entendu qu'elle viendrait au Congrès dans la journée d'aujourd'hui, et c'est la raison pour laquelle ce matin je voulais éviter de faire au Congrès une lecture, devenue inutile puisque la présence de Clara Zetkin nous était assurée. Je n'aurais pas pu lui donner ce matin mes raisons.

Je vous demande maintenant la permission de reprendre et d'achever mon développement. J'étais en train d'examiner avec vous la question de la défense nationale. Pour moi, elle est moins une question de doctrine qu'une question de fait.

Je vous demande de vous souvenir de l'état d'esprit dans lequel nous nous sommes trouvés dans les premiers jours d'août 1914. Aujourd'hui, nous mettons quelque vanité à avoir été les premiers d'entre les minoritaires... Quand j'évoque les souvenirs de 1914, je suis bien obligé de me rappeler qu'au mois de septembre ils n'étaient pas nombreux ceux qui se dressaient chez nous contre le courant nationaliste et chauvin. Dans ce congrès, je vois deux hommes qui n'ont pas été emportés dans le tourbillon général. L'un siège ici, à la gauche du Congrès; l'autre siège à droite, c'est notre camarade René Nicod, député de l'Ain, qui, dans les premiers jours de septembre 1914, jetait du fond de sa province le cri d'alarme à la France socialiste.

Formuler une hypothèse, au demeurant c'est facile. En voici une. Sans doute, depuis la victoire, la répartition des forces en Europe s'est modifiée; le groupe des puissances de l'Entente est devenu la grande force d'impérialisme et de réaction en Europe et dans le monde. Nations victorieuses, d'une part; nations vaincues, de l'autre, dont notre camarade Clara Zetkin tout à l'heure vous disait que tout le poids du traité de Versailles retombe sur le prolétariat des pays défaits.

Eh bien! la paix de Versailles, la paix inique, d'injustice, que nous avons combattue, que nos élus ont rejetée, condamnée, flétrie, le gouvernement bourgeois de notre pays entend obtenir l'exécution intégrale des engagements qui y ont été souscrits par les nations vaincues.

Songez un peu à ce que peut devenir demain la situation du prolétariat d'Allemagne. Si l'Allemagne, qui n'est pas encore, comme nous le désirerions, l'Allemagne de la révolution socialiste, si l'Allemagne ré-

siste à ceux qui veulent obtenir l'exécution intégrale du traité de Versailles, si elle se refuse à certaines obligations du traité de Versailles, prenez garde. Il pourra apparaître au prolétariat d'Allemagne que par cette résistance le gouvernement bourgeois sert non seulement les intérêts de la bourgeoisie allemande, mais aussi, malgré lui mais quand même, les intérêts du prolétariat d'Allemagne, et alors si de ce conflit possible la guerre pouvait surgir, est-ce que vous ne sentez pas que la situation du prolétariat d'Allemagne serait tragique.

Il aurait donc beau condamner la défense nationale; il aurait beau se prononcer contre la défense nationale; il risquerait de se trouver placé à nouveau, malgré lui, en dépit de lui, en dépit de la résistance de ses militants les plus éduqués et les plus solides dans une situation analogue à celle où nous nous sommes trouvés quand le vertige s'est emparé de nous le 2 août 1914. Je vous dis simplement que dans une situation aussi redoutable le devoir ne m'apparaît pas avec une clarté absolue. Et moi qui, avant la guerre, votais contre la motion Ker Hardie-Vaillant, je me demande aujourd'hui si à ce moment-là je ne me suis pas trompé. Je me demande aujourd'hui si je n'ai pas eu tort de ne pas vouloir dire à la classe ouvrière de mon pays par quels moyens pratiques il fallait préparer l'Internationale ouvrière et paysanne à résister au déchaînement toujours possible du fléau.

Je suis bien obligé de constater que cette question n'est plus une question d'ordre théorique; elle devient une question d'ordre pratique; j'essaie de la résoudre dans l'hypothèse que je formule : que pourrait faire le socialisme d'Allemagne? Ou bien résister à son gouvernement, s'exposer à ses violences, sans certitude d'être suivi et compris par son prolétariat, ou bien chasser son gouvernement, se substituer à lui et défendre alors, contre l'impérialisme et l'entente, le pouvoir ouvrier et paysan conquis de haute lutte. (*Très bien!*)

Je veux simplement formuler ces hypothèses devant

vous. Pour moi, lorsque, à Moscou, Trotsky m'a demandé de répondre par oui ou par non à la question de la défense nationale, j'ai dit : « Je ne réponds pas par oui ou non, je demande le temps de la réflexion; je veux voir clair dans ma pensée; je veux me prononcer en toute connaissance de cause. » Et Trotsky m'a répondu : « Ce n'est pas pour le moment, ce n'est pas tout de suite, ce n'est pas sur-le-champ que nous vous demandons une réponse. » Je me souviens de la façon dont il nous a exposé sa conception à lui. Qu'est-ce qu'il essayait de nous montrer?

Qu'en vérité, les gouvernements capitalistes sont dans l'impossibilité d'assurer une défense nationale honnête, que ce qu'ils appellent défense nationale, c'est la défense de leurs intérêts de classes au détriment des intérêts de classe du prolétariat international, qu'ainsi les mots de défense nationale constituaient une équivoque, une duperie, une hypocrisie et qu'ils portaient en eux le germe des pires catastrophes.

La conception de Trotsky s'est vérifiée tout au long de l'expérience douloureuse et sanglante de la guerre. Nous aurons, dans un prochain Congrès, à poser le problème dans toute son ampleur; nous aurons surtout à examiner par quels moyens le prolétariat organisé de tous les pays se dressera contre la guerre possible. Pour l'instant, il me suffit, à moi qui n'ai pas la prétention d'être muré dans des formules définitives, à moi qui ne suis pas un homme de doctrine, mais un homme d'action tenant compte de la vie, il me suffit que surgisse le danger de guerre, qu'il vienne du capitalisme de mon pays ou du capitalisme de l'entente, pour que je me solidarise avec Cachin quand il dit : « Si la guerre vient, je demanderai au prolétariat de mon pays de se dresser contre le Gouvernement qui l'aura déchaînée. » (*Applaudissements à gauche. Protestations à droite* : « Jaurès l'avait déjà dit. »)

J'arrive presque au terme de mes explications. J'ai maintenant à dire au Congrès ce que je pense des

mesures d'expulsion qui pourraient être prises contre tel ou tel de nos camarades.

On me rendra cette justice que, depuis six mois, partout où j'ai parlé, je me suis refusé à prononcer des paroles de proscription contre tel ou tel de nos camarades. Je reste aujourd'hui sous le même état d'esprit. La résolution que nous vous proposons ne vous impose aucune exclusion. Lorsqu'elle sera votée, le Comité directeur ne se réunira pas pour examiner, en tenant compte des actes du passé, quelles mesures doivent être prises d'ordre individuel contre certains camarades de la minorité. Les expulsions, si elles viennent, se produiront dans l'avenir pour les actes d'indiscipline caractérisée qui se produiraient après le vote de Tours, lorsque nous appliquerons, comme c'est notre devoir, la politique que nous déterminons en commun. Je parle ici au nom de la majorité solidaire : Aucune exclusion.

Comment, d'ailleurs, pourrait-il en être autrement ? J'ai dit, non seulement ici, mais à Moscou et dans toute la campagne qui aboutit à l'adhésion de notre Parti à la III^e Internationale, que des hommes comme moi se déshonoreraient s'ils acceptaient de renier et de frapper ceux aux côtés desquels ils ont mené la bataille pour le redressement socialiste pendant de longues années.

Je le répète encore aujourd'hui, si l'on m'avait demandé de frapper Longuet d'exclusion, si l'exclusion de Longuet avait pu être votée par ce Congrès, moi, je serais parti avec Longuet. (*Applaudissements.*) On me demande d'être net, je suis net. (*Mouvements divers.*) Il n'est rien qui puisse, sur ce point, modifier ni mon état d'esprit, ni celui des membres de ma fraction, ni la résolution que nous avons signée ensemble. (*Très bien à gauche.*)

GOUDE. — Dans la note du Comité de la III^e Internationale, qui a paru après ta déclaration au Congrès de la Seine, il y a autre chose. Tu avais fait des déclarations de ce genre devant moi au Congrès de la

Seine; elles me donnaient satisfaction; à la descente de la tribune, je t'ai félicité. Trois jours après, dans *l'Humanité*, paraissait une note du Comité exécutif de la III^e Internationale disant : « Il n'y a que nous qui sommes le Parti. » (*Mouvements divers. Bruit.*)

FROSSARD. — Il me semblait que j'avais par avance répondu à Goude en précisant et en complétant mes déclarations de la Fédération de la Seine; elles sont faites aujourd'hui au nom de l'unanimité de nos amis.

UN DÉLÉGUÉ. — Même de Renoult?

FROSSARD. — Parfaitement. (*Mouvements divers.*)

RENOULT. — On essaie de semer la division entre nous. Nous sommes, comme Frossard vient de le dire, absolument d'accord, absolument solidaires. Nous avons rédigé ensemble notre motion; nous la présentons ensemble au suffrage de tout le Congrès.

Cette motion ne comporte aucune exclusion. Comme l'a dit Frossard tout à l'heure, après le Congrès nous pourrions examiner les actes des membres du Parti et voir s'ils sont conformes à la discipline nouvelle.

Hier, à la suite d'un discours que, à tort ou à raison, j'ai considéré comme une provocation, j'ai apporté sur ce discours une interprétation personnelle que je maintiens. Mais, je déclare encore que, tous les citoyens, quels qu'ils soient, qui s'inclineront devant la décision du Parti et resteront des militants disciplinés pourront demeurer dans le Parti. (*Applaudissements à gauche. Mouvements divers.*)

FROSSARD. — Permettez-moi de conclure en m'excusant d'avoir retenu trop longtemps votre attention.

J'ai indiqué quelle était, selon moi, la politique de demain, de notre Parti socialiste. Nous savons quelles difficultés nous attendent? La bourgeoisie nous guette au tournant et elle profitera de nous, de toutes nos faiblesses pour essayer de nous empêcher d'accomplir notre besogne de préparation révolutionnaire... Nous saurons éviter de jeter la classe ouvrière de notre pays aux aventures. Nous ne sommes pas les hommes

des coups de force; nous ne sommes pas des « putschistes »; nous ne voulons pas précipiter le prolétariat au-devant des mitrailleuses de M. Millerand.

Nous saurons unir, à la hardiesse nécessaire, la prudence indispensable. Pour nous, la besogne révolutionnaire est une besogne d'organisation, d'éducation et de recrutement prolétariens.

Dans nos fédérations rurales, comme dans nos fédérations urbaines, nous allons donner tout notre effort. Ne craignez pas que nous soyons débordés par les événements ou par les impatiences juvéniles qui se manifestent dans nos rangs. Il y a parmi nous assez d'hommes d'expérience, assez de militants clairvoyants, je pourrais dire assez de militants chevronnés pour qu'on puisse avoir confiance dans notre sagesse comme dans notre audace.

La politique de demain de notre Parti socialiste sera une politique vigoureuse, une politique claire, une politique de classe dans toute l'acceptation du mot; elle nous permettra de grouper dans un grand parti — comme nous en avons l'ambition — la majeure partie du prolétariat des villes et de pencher très avant parmi les prolétaires des campagnes.

J'ai entendu, moi aussi, avec beaucoup d'émotion les déclarations des représentants des fédérations rurales. Je ne me fais pas d'illusion. Ce n'est pas parce que les sections rurales nouvellement constituées ont voté l'adhésion à la III^e Internationale. Ce n'est pas parce que les sections nouvellement constituées ont voté l'adhésion à la III^e Internationale qu'on doit en conclure que les campagnes sont acquises au socialisme et que les entreprises révolutionnaires les plus audacieuses peuvent être tentées immédiatement.

Je suis un vieux propagandiste et je sais que, lorsqu'on a constitué dans tel chef-lieu de canton, telle section, avec une douzaine de camarades paysans vigoureux et résolus, on n'a pas transformé le canton lui-même. (*Très bien.*) Il était hostile hier au socialisme. Tout ce qu'on peut dire aujourd'hui c'est qu'il

l'est peut-être un peu moins et que, par la trouée qui a été faite, le socialisme pourra un jour passer tout entier.

Mais, je retiens quand même une chose : entre tous nos militants, ce sont les militants des sections rurales qui, avec l'instinct le plus sûr, marchent le plus délibérément à la révolution russe, comme on marche au canon; je les en félicite. (*Très bien.*)

Ce n'est pas sans tristesse que je conclus. Nous allons nous séparer. Autrefois, quels qu'aient été nos désaccords, quand bien même nous nous étions déchirés et meurtris dans nos Congrès, il y avait toujours un moment où nous nous retrouvions et où ceux d'entre nous qui étaient à une extrémité du Parti, devant l'ennemi bourgeois, savaient défendre ceux qui se trouvaient à l'autre extrémité du Parti. Ainsi, malgré nos désaccords, il y avait solidarité de fait entre nous. Aujourd'hui, l'heure des séparations paraît avoir sonné. Nous allons prendre chacun notre chemin.

Blum disait : « Au moins, quand nous serons séparés, quand nous aurons constitué chacun notre parti, évitons entre nous la brutalité des polémiques assassines? »

Quant à moi, demain, je parlerai de vous sans amertume. Demain je ne prononcerai pas à votre égard une parole blessante. Je vous considère comme des socialistes et je le dis. Je vois ici des hommes que je connais depuis quinze ans, des hommes comme Blum qui a apporté au Parti son talent, sa vaste culture, sa puissance de travail, qui l'a grandement honoré, des hommes comme Renaudel, avec lequel je n'ai jamais été d'accord dans le Parti, mais dont je sais qu'il est un homme de courage et de probité (*Applaudissements.*), Renaudel, dont il nous arrive souvent de nous dire entre nous : « S'il était avec nous, quelle belle force révolutionnaire cela serait. » (*Très bien! Mouvements.*) J'ai promis de dire ce que je pense. Je vois ici des hommes comme Bracke qui, depuis trente

ans, a mis toute sa valeur intellectuelle au service du socialisme. Et derrière Bracke, je ne peux pas ne pas évoquer le souvenir de notre maître à tous, de Jules Guesde, premier semeur de vérité socialiste dans notre pays. (*Applaudissements.*)

Des hommes comme Bracke, comme Sembat, il y en a beaucoup de ce côté du Parti. La vie nous sépare. La crise du socialisme arrive à son dénouement et nous allons prendre chacun un chemin différent. Je veux que les dernières paroles que j'aurai pu leur adresser ici soient l'hommage que je leur dois, à eux qui ont été avant moi dans la bataille socialiste et révolutionnaire.

Maintenant, c'est à mes amis du centre que je vais m'adresser. Je leur dis : Vous n'avez pas le droit de nous quitter; vous ne le pouvez pas; vous ne le devez pas. Nous avons besoin de vous comme vous avez besoin de nous.

J'aperçois clairement les conséquences de nos discordes et de nos divisions. La vie sera difficile pour les militants de province. Désormais, quand on voudra quitter le Parti pour des raisons d'ambition personnelle, on trouvera toujours un prétexte emprunté à la doctrine pour sortir de l'organisation; on rentrera dans l'organisation voisine; et l'on pourra toujours se dire socialiste. Plus de frein aux ambitions; nos forces dispersées; nos énergies absorbées par une lutte fratricide. Voilà ce que nous réserve demain.

C'est pourquoi, camarades du centre, il faut que vous demeuriez avec nous. Nous avons connu ensemble des heures difficiles. Si notre camarade Longuet était là, je lui rappellerais un souvenir.

PLUSIEURS VOIX (*à droite*). — Il est là.

FROSSARD. — Pendant la guerre, alors que nous menions la même bataille pour le socialisme international, il y a eu entre nous des choses qui nous ont lié indissolublement, quoi qu'il puisse advenir.

Certain jour, au plus fort de notre bataille internationaliste, nous avons pu croire qu'on allait faire à

Longuet le sort tragique que vous devinez. Nous avons reçu, au *Populaire*, d'un camarade mobilisé au service de la Tour Eiffel, un radio intercepté à Paris, adressé par l'ambassadeur d'Allemagne au Gouvernement de Berlin; et ce radio contenait en deux lignes l'affirmation monstrueuse que l'on pouvait agir financièrement sur Longuet et sur le groupe d'amis groupés autour de lui au *Populaire*.

La manœuvre était visible. On voulait faire à Longuet ce qui a réussi contre d'autres, on voulait s'armer contre Longuet de ce télégramme obtenu dans des conditions sur lesquelles je n'ai pas besoin d'insister pour l'envoyer au conseil de guerre et peut-être au poteau d'exécution.

Nous avons vécu à ce moment des journées et des nuits d'angoisse que je n'évoque pas sans émotion. Lorsqu'on a vécu ces heures ensemble, on ne peut pas se séparer. (*Applaudissements.*)

Camarades, j'ai confiance dans l'avenir. Nous sommes dans un Parti qui a renouvelé ses effectifs et qui est devenu un Parti de jeunes. Je me réjouis que les jeunes soient entrés en masse dans le Parti et qu'ils lui aient apporté la générosité et la flamme de leurs enthousiasmes. Ils sont venus à nous, éclairés par la cruelle leçon de la guerre; en haine du capitalisme responsable de la guerre. Il faut nous en féliciter.

Je me souviens d'une époque où nous redoutions que les jeunes s'en aillent à d'autres organisations que les nôtres. Ils sont venus, les uns par passion antimilitariste et antiguerrière, les autres, comme autrefois ceux dont Charles Péguy parlait dans son livre *Notre Jeunesse*; à la recherche d'une « mystique ». D'où qu'ils viennent, qu'ils soient les bienvenus parmi nous.

Permettez-moi, en terminant, d'évoquer encore Jaurès, dont je peux bien dire qu'il restera notre patrimoine commun, Jaurès dont le génie était si puissant et si divers que nous pouvons tous nous retrouver dans sa pensée. Aux obsèques de Francis de Pressensé, en janvier 1914, Jaurès adressait un ad-

mirable appel à la jeunesse. Il disait aux jeunes : « Qu'allez-vous faire de votre cœur, qu'allez-vous faire de votre cerveau, qu'allez-vous faire de vos vingt ans ? » Il leur demandait de venir au socialisme et à la révolution, et, dans une péroraison admirable, après leur avoir adressé cette adjuration émouvante, il leur jetait, de tout son magnifique optimisme, ces mots sur lesquels je veux quitter cette tribune : « Notre allégresse se rit de la mort, car la route est bordée de tombeaux, mais elle mène à la justice ! » (*Applaudissements vifs et prolongés. L'assemblée, debout, ovationne chaleureusement l'orateur.*)

Intervention de Jean Longuet

LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu la motion suivante, signée d'une cinquantaine de délégués :

« Les délégués soussignés proposent au Congrès l'édition en brochure du discours du citoyen Frossard. »

Je pense qu'il n'y a pas d'opposition et que la motion est votée à l'unanimité?... (*Assentiment.*)

La motion est adoptée. Je donne la parole au citoyen Longuet.

JEAN LONGUET. — Camarades, si, par un mouvement de la pensée et par l'imagination, nous nous figurions un militant, qui, grâce à une censure bienveillante, grâce à des échoppages pratiqués comme pendant la guerre, aurait, depuis cinq ou six mois, vu dans les journaux qu'il aurait lus, dans les conversations qu'il aurait connues, vu supprimer tout ce qui concerne les discussions sur la Troisième Internationale, et qui aurait simplement suivi le cours général de la vie sociale; qui aurait, à la Chambre, dans la presse, vu l'effort quotidien de la politique nationale et internationale; qui aurait ainsi pu constater qu'il n'est pas un seul problème pratique, concret, immédiat, sur lequel, aussi bien au point de vue de la politique intérieure qu'à celui de la politique extérieure, l'accord fondamental, l'accord essentiel existe actuellement entre les socialistes, celui-là, camarades, se frotterait les yeux et se demanderait si véritablement il ne rêve pas en se